

# « L'amour des Jeux » au CESR

Le 6 juillet prochain, l'Ile-de-France saura si elle est choisie pour accueillir les Jeux olympiques de 2012. Philippe Baudillon, directeur général du groupement d'intérêt public « Paris Ile-de-France 2012 », est venu présenter la candidature de la capitale française au Bureau du CESR.

« Pour convaincre les représentants des soixante-cinq pays décideurs, il nous fallait démontrer que l'on voulait les Jeux et qu'on les aimait », souligne Philippe Baudillon, directeur général du groupement d'intérêt public (GIP) « Paris Ile-de-France 2012 », d'où le slogan : « L'amour des Jeux ». Paris et l'Ile-de-France ont redoublé d'efforts pour convaincre. La mobilisation de tous les horizons du monde politique, économique et social, la participation active de 200 entreprises ont démontré dans ce dossier une volonté sans faille. Philippe Baudillon a présenté l'aménagement des 50 hectares du quartier des Batignolles, dans le XVII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, qui accueillera le village olympique, l'amélioration des infrastructures de transport, la création d'équipements sportifs, en plus des structures déjà existantes, et la conquête de nouveaux espaces urbains. « 67 % des sites seront situés à moins de dix minutes du village olympique par une voie olympique dédiée », précise Philippe Baudillon.

L'organisation de ces Jeux devrait renforcer « le développement durable » de la région et lui permettre d'obtenir « une longueur d'avance pour la qualité de la vie ». Les retombées économiques seront importantes. « L'impact direct des Jeux est évalué à près de 6 milliards d'euros. Il pourrait être de 35 milliards d'euros et de 42 000 emplois pérennes dans les domaines du tourisme, du sport et des services, poursuit Philippe Baudillon. Il faut anticiper l'impact pour accueillir ce flux médiatique notamment pour le devenir des clubs de sport ». Le coût global de l'organisation des JO est estimé à 4,1 milliards d'euros (dont

2,2 milliards pour le budget organisation et 1,9 milliard hors COJO – comité d'organisation des Jeux olympiques). Philippe Baudillon précise que les montages financiers pour « le "hors COJO" ne sont pas encore finalisés et dépendent à la fois de l'exploitant, du public et du privé ». Le directeur général du GIP s'est par ailleurs félicité de la forte mobilisation exprimée par les Parisiens (90 %) et les Franciliens (85 %) en faveur de ces Jeux. Le CESR est « un allié direct et naturel du GIP et soutient activement la candidature de Paris, a rappelé Jean-Claude Bouchérat. Notre assemblée peut aisément tenir un rôle moteur en matière de relais d'opinion ». Car, si l'Ile-de-France entend profiter des JO pour se moderniser, le CESR en mesure les enjeux. L'organisation des JO représente « une occasion unique pour repenser l'aménagement urbain de Paris et de sa périphérie, mais aussi pour travailler avec les Franciliens sur l'amélioration de leurs conditions de vie », a

insisté le président du Conseil économique et social d'Ile-de-France. Une opportunité pour tous les acteurs de la région. Réponse le 6 juillet 2005.



PASCAL SITTLE/REA